

YOUGAGRI

Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
MAI-JUIN 2024

Politiques économique, agricole, environnementale

SERBIE – Nouveau gouvernement, Aleksandar Martinovic nommé au poste de Ministre de l'agriculture

Executive Newsletter 07/05/2024



Le 30 avril dernier, Miloš Vučević, désigné premier ministre par le président serbe Aleksandar Vučić, a dévoilé sa proposition de gouvernement à l'issue d'une réunion de la direction du Parti progressiste Serbe (SNS), accepté par le Parlement (152 députés pour, 61 contre). Le nouveau gouvernement compte 31 membres, dont 10 femmes. Le portefeuille agricole change. Aleksandar Martinovic succède à Jelena Tanaskovic. Il est membre de la présidence et du conseil principal du Parti progressiste serbe et ancien Ministre de l'administration publique et de l'autonomie locale (2022-2024). *NDLR : Après sa prise de fonction, le ministre a immédiatement été interpellé par des représentations d'agriculteurs qui réclament la mise en œuvre de soutiens promis par le gouvernement précédent, notamment des subventions à l'achat de semences élités. Les 7 organisations menacent le gouvernement de lancer des manifestations, tandis que le ministre renvoie le débat au parlement, seul maître de la programmation budgétaire.*

MACEDOINE du NORD – Nouveau ministre de l'agriculture Cvetan Tripunovski dans le nouveau gouvernement

CAA 24/06/2024

Le 23 juin, le Parlement de Macédoine du Nord a approuvé le nouveau gouvernement de coalition (5 partis) dirigé par Hristijan Mickoski, chef du parti VMRO-DPMNE (Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne), parti chrétien-démocrate, pro OTAN et UE. Outre le Premier ministre, le nouveau cabinet est formé de 23 ministres, parmi lesquels le VMRO-DPMNE occupe 15 postes, dont le portefeuille agricole, contre six pour son partenaire au pouvoir la coalition VLEN et deux pour le Mouvement ZNAM. M. Mickoski et son parti VMRO-DPMNE ont remporté une victoire écrasante lors des élections législatives de mai, obtenant 58 sièges au Parlement. Dans sa première déclaration, le PM a déclaré que le terme du « Nord » rajouté à son pays était honteux. Au poste de ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Gestion de l'eau est nommé **Cvetan Tripunovski**, ingénieur agronome, député, carrière publique débuté dans les services phytosanitaires, puis divers postes au ministère jusqu'à celui de vice-ministre de l'agriculture. Ses premières actions ont visé à mettre fin à une quarantaine de CDI au sein du ministère, et œuvrer à une meilleure autonomie céréalière en produisant plus de maïs.



BALKANS - L'observatoire des politiques agricoles du SWG souligne la faiblesse des soutiens au secteur bien qu'en hausse, et les faibles avancées en matière d'harmonisation communautaire

CAA – 10/06/2024

Le groupe de travail du SWG sur l'évaluation des politiques publiques du secteur dans les pays d'Europe du Sud Est a présenté lors du forum des politiques agricoles de Jahorina l'actualisation de leurs travaux (sur 2020 à 2022) sur le suivi des politiques agricoles dans le secteur et leur harmonisation avec la PAC. L'étude montre une légère hausse des niveaux d'intervention publiques dans le secteur depuis 2 ans, mais qui restent faible en part du PIB national (AL 0,6%, BiH 0,7%, NMK 1,4%, MNE 0,9%, SR 0,75%) et en part de la valeur ajoutée brute agricole (AL 3,2%, BiH 12%, NMK 15,6%, MNE 12,1%, SR 9,2%). Ramené à l'hectare, le soutien budgétaire de l'Etat est également faible (EUR/ha : AL 74, NMK 130, MNE 171, SR 107).

Par comparaison en France, 16,5 Md€ de concours publics soutiennent la production agricole en 2022 (aides directes 7Md€, soit 270 €/ha, développement rural 2,2 Md€, allègement de charges fiscales et sociales 4,62 Md€, aides de marchés 0,95Md€, gestion des aléas 1Md€, sécurité sanitaire 0,4 Md€), soit 0,62% du PIB total, mais près de 40% de la valeur ajoutée brute de la branche agricole.

Le Monténégro et l'Albanie sont les seuls qui présentent un équilibre entre les montants dédiés à des soutiens directs aux producteurs et des soutiens au développement rural, les autres pays soutiennent peu le développement rural, de l'ordre de 20% des aides. Les mesures environnementales sont quasiment absentes des politiques, seules la

NMK et la SR présentent des mesures d'appui à l'agriculture biologique et aux zones à handicap naturel.

Concernant l'avancée des chapitres de négociations 11, 12 et 13, aucune avancée concrète n'est observée depuis 2019, à l'exception de l'Albanie et du Monténégro sur le chapitre 13. En grande majorité, tous les chapitres en sont au stade « some level of preparation » qui est le 4ème niveau sur une échelle de 9. La Macédoine du Nord apparaît aujourd'hui comme le pays le plus avancé, suivi par le Monténégro puis la Serbie.

ALBANIE – Investissements irrigation/drainage

Albanian Daily News, 15/06/24

Les investissements dans le programme « Infrastructures de drainage et d'irrigation » ont atteint fin avril un montant total de 557 millions de leks, soit environ 5,7 millions d'euros. Ce programme du Ministère albanais de l'agriculture et du développement rural dispose d'un montant total de 2,55 millions de leks, soit environ 25 millions d'euros, pour 2024. Le ministère souligne que les priorités pour cette saison d'irrigation sont les canaux d'irrigation Peqin-Kavaja, les canaux Naun Panxhi et Polins-Tudan, près d'Elbasan, ainsi que les travaux de prise d'eau pour plusieurs canaux sous l'administration du ministère de l'éducation et de la culture, tels que les canaux Mat-Lezhë, Mat-Kurbin à Lezha et Kurbin, Vjosa-Levan-Fier. Selon le rapport de suivi budgétaire, les travaux ont également commencé pour nettoyer les principaux canaux de drainage et maintenir 27 pompes à eau en fonctionnement, qui drainent environ 70 000 ha dans les terres basses de l'ouest. Le même rapport précise qu'il y a un total de 78 projets avec des investissements dans les infrastructures d'irrigation et de drainage, des travaux de protection contre les inondations et l'hydroélectricité, dont 23 initiés en 2023.

ALBANIE – SPAK sommé par l'OLAF d'instruire l'affaire Krifca

SOT, 29/04/24

Si la SPAK (Structure spéciale anti-corruption, entité judiciaire albanaise indépendante) ne clôt pas les enquêtes concernant Frida Krifca et ses 7 subordonnés d'ici avril 2024, les procureurs d'EUROJUST reprendront l'affaire et sommera les accusés à comparaître à Bruxelles, c'est le contenu de la lettre que Altin Dumani, chef de la SPAK, a reçu de l'Office européen de lutte antifraude en mars 2024, concernant l'enquête que ce bureau de l'UE a fait sur le détournement des fonds agricoles attribués à AZHBR (Agence albanaise de développement agricole et rural) de 2017 à 2020. Ce rapport en date du 13 juin 2021, met en évidence que 134 millions d'euros de fonds IPARD-II UE, n'ont pas été donnés aux agriculteurs, mais destinés à de faux projets par décisions de l'ancienne directrice de l'AZHBR, Frida Krifca et 7 de ses subordonnés. L'office européen de lutte contre la fraude (OLAF) a déposé 74 plaintes pour abus de fonds agricoles contre eux et a exigé une enquête et la poursuite des auteurs avec l'obligation pour les bénéficiaires illégaux de restituer les millions qu'ils ont reçus. Mais la SPAK n'a depuis entamé aucune procédure d'enquête. En

septembre 2021, le Premier ministre Edi Rama, bien qu'il ait reçu le rapport de l'UE, a nommé Krifca ministre de l'agriculture. L'OLAF n'a pas baissé les bras et a relancé le SPAK, en 2023. Le 28 septembre 2023, le chef de la SPAK, Altin Dumani, a déclaré aux médias qu'il avait lancé une enquête sur les fonds agricoles de l'UE, mais F. Krifca n'a toujours pas été interrogée. D'où le courrier menaçant de traiter l'affaire comme un « crime financier international ». La lettre précise que l'enquête serait prolongée de 3 ans et que le blocage des fonds agricoles IPARD-III se poursuivrait.

MONTENEGRO – Projet pilote remembrement des terres

Ministère de l'agriculture monténégrin, 12/06/24

Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau du Monténégro, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a lancé un nouveau projet visant à améliorer la politique de gestion des terres agricoles et le remembrement. La FAO fournit un soutien au Ministère dans la révision d'une loi de 1992 sur les terres agricoles qui définit le cadre juridique du remembrement. La fragmentation importante des exploitations limite leur productivité et efficacité. La zone pilote de ce projet couvre 430 hectares dans le sud-est du Monténégro (Mataguzi et Vranj). Plus de 700 propriétaires fonciers participent au projet et fournissent des informations sur l'état actuel de leur propriété, la structure de l'exploitation, les activités agricoles et l'intérêt à participer au projet. Une équipe d'experts de la FAO et du Ministère travaille sur une étude de faisabilité qui évaluera les opportunités de remembrement. Les entretiens individuels sont en cours avec les propriétaires et utilisateurs de terres. Le projet de remembrement vise à réduire de moitié le nombre de parcelles.

MONTENEGRO – 7,2 MEUR pour le premier appel à projets IPARD III pour la transformation agroalimentaire

Ministère de l'agriculture monténégrin, 12/06/24

Cet appel à projets concerne la mesure 3, destinée aux investissements en capital physique pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles et de la pêche. Le ministre Vladimir Jokovic a souligné l'importance d'accroître la valeur ajoutée et la compétitivité des producteurs monténégrins, en introduisant de nouveaux produits, en améliorant la technologie et en respectant les normes européennes, ainsi qu'en mettant en œuvre des contrôles d'hygiène sur toutes les lignes de transformation. « Les bénéficiaires de cette mesure sont des entrepreneurs, des coopératives, et des organisations de producteurs. L'appel public durera 60 jours et sera publié le 27 juin, pour un montant de 7,2 millions d'EUR de subventions pour la construction et/ou à la reconstruction et à l'équipement d'installations, à l'achat d'équipements, de véhicules spécialisés, de machines, d'une valeur de 30.000 à 2MEUR. Le ministère a déclaré que le programme IPARD III durera sept ans et que le budget total de soutien à travers plusieurs mesures pourra atteindre 128 millions d'euros, dont 63 millions d'euros de dons de l'UE. Tous les secteurs agroalimentaires sont éligibles. Frank Bollen, représentant de la Direction de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne (DG AGRI), a déclaré que les

résultats des précédents appels à la mesure 3 étaient très encourageants et les demandes de meilleure qualité.

ALBANIE – 54 000 demandes d'exonération fuel agri

Albanian Daily News, 25/03/24

54 225 agriculteurs ont introduit leurs demandes pour bénéficier de l'exonération de taxe sur le carburant agricole dans le cadre du budget national pour 2024. C'est la mesure la plus populaire (2/3 des demandes) parmi les différentes mesures proposées par le gouvernement, suivi par le soutien à l'élevage avec 9 288 demandes, puis par les mesures pour le soutien de l'apiculture et des plantes médicinales aromatiques. Pour la première fois, le montant prévu pour le programme d'exonération de taxe fuel sera directement versé sur les comptes des agriculteurs.

Politiques commerciales, innovation, recherche

SERBIE – Création du Conseil des associations et chambres de commerce européennes en Serbie

EUPRAVO ZATO, 14/05/2024

Les associations professionnelles européennes et les chambres bilatérales représentant les intérêts des entreprises à capital européen en Serbie se sont regroupées afin de créer le Conseil des associations et chambres de commerce européennes en Serbie (CEBAC – Council of European business associations and chambers). En présence du commissaire européen à l'élargissement, Olivér Várhelyi, le mémorandum sur la création de ce Conseil a été signé aujourd'hui par 13 organisations : la Chambre de commerce et d'industrie franco-serbe, l'Association des entreprises belgo-serbe, la Confindustria Serbie, le Club d'affaires croate, la Chambre de commerce anglo-serbe, l'Association hellénique de commerce de Serbie, la Chambre de commerce italo-serbe, l'Association d'affaires néerlandais-serbe, l'Association de commerce polono-serbe, la Chambre de commerce germano-serbe, l'Alliance d'affaires nordique, le Club d'affaires slovène, et la Chambre de commerce suisse-serbe. L'objectif principal du CEBAC est le développement et l'amélioration du cadre d'affaires juridique, institutionnel et concurrentiel pour le bon fonctionnement de toutes les entreprises en Serbie, à la fois celles à capital international et local. On estime que plus de 5 000 entreprises à capitaux européens opèrent en Serbie, créant plus de 200 000 emplois dans ce pays. Les pays européens sont les principaux partenaires commerciaux de la Serbie, tant à l'importation qu'à l'exportation.

SERBIE – La Russie ne figure plus parmi les cinq principaux partenaires commerciaux de la Serbie

Executive Newsletter, 11/06/2024

Selon les dernières données de l'Office national des statistiques relayées par un portail commercial croate, la Russie n'est plus dans le top 5 des partenaires commerciaux de la Serbie, alors qu'elle était en 2023 7ème débouché et 5ème fournisseur, tous produits confondus. En matière de produits agricoles, en 2023, elle était le 5ème débouché et le 12ème fournisseur. L'Allemagne a consolidé sa position de premier partenaire commercial extérieur de la Serbie, tant en termes d'exportations que d'importations. La Russie traditionnellement dans le peloton de tête avec les échanges de gaz, est déclassée. Parmi les autres débouchés clé de la Serbie figurent la Bosnie-Herzégovine, l'Italie, la Chine et la Hongrie. Les principaux fournisseurs sont également la Chine, l'Italie, la Hongrie et la Turquie. Les fournisseurs membres de l'Union européenne représentaient 61,1 % du commerce total de la Serbie au premier trimestre 2024. Le portail commercial croate conclut que la Russie maintient son influence en Serbie non pas par le biais de relations économiques ou commerciales, mais par les voies diplomatiques et politique : soutien de la position de la Serbie sur le Kosovo, liens historiques et religieux pour maintenir son influence. Les cinq principaux produits d'exportation de la Serbie sont les câbles pour avions, véhicules et navires, cuivre affiné et les minerais et concentrés de cuivre, puis l'électricité et les pneus automobiles. Les produits agricoles arrivent très loin derrière (fruits et tabac).

BALKANS – Association des facultés agraires

CAA 25/06/24

L'association de 14 facultés agraires vient de voir le jour, après des années de discussion. Elle est présidée par l'ancien recteur de la faculté de Skopje, V. Tanaskovic. Elle rassemble la plupart des établissements de la région (sauf la faculté agro-méditerranéenne bosniaque, celles du Kosovo et de Tirana). Elle souhaite donner plus de visibilité aux chercheurs de la région pour les projets de recherche internationaux et trouver des solutions à la chute des étudiants auxquelles toutes font face. Le programme européen PRIMA (PRIMA: Partnership for Research & Innovation in the Mediterranean area (prima-med.org)), une initiative qui a pour objectif de développer des systèmes agroalimentaires plus durables dans la région méditerranéenne, est un cadre pour de possibles partenariats avec des établissements français (CIRAD). Un rapprochement avec Agreenium est également envisagé.

SERBIE – Obstacles au commerce des fraises

eKapiya, 13/05/2024

La Serbie produit environ 40.000 tonnes de fraises annuellement, dont elle exporte 9.500 tonnes, principalement vers la Russie, et vers l'UE. Les exportations de fraises sont plutôt en réduction. Cette année sont venues s'ajouter des problèmes liés aux dédouanement des camions frigorifiques, qui n'ont plus bénéficier d'un « fast track » de l'administration des douanes. Cette décision a été prise juste avant la récolte. La mesure a finalement été levée début juin. La Grèce a particulièrement œuvré pour la lever, cela la pénalisant également pour ses exportations vers la Serbie. Par ailleurs, pendant les fêtes début mai, les services phytosanitaires ne fonctionnaient

presque pas. La baisse des exportations a impacté le marché local. La profession demande la mise en place de corridors verts comme pendant la pandémie.

SERBIE – Le marché de gros de Belgrade est le plus grand distributeur de fruits et de légumes de la région

eKapiya, 18/06/24

« Veletrznica Beograd », le marché de gros de Belgrade est un maillon clé de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en Serbie, mais aussi un lieu de gouvernance, de transactions et d'import/export. Il couvre une superficie de 18,5 ha, dont 7 ha pour la vente de fruits et légumes en plein air par camion. 7 500 m² sont couverts. Un terminal pour les camions de marchandises a été ouvert en 2022 et 10 bâtiments/magasins préfabriqués ont été construits. Un hall de 10 400 m² a été construit, un parking pour les poids lourds sur une surface de 34 000 m². Le marché de gros de Belgrade fournit principalement des services de location d'espace à partir desquels est effectuée la vente de fruits et légumes par camions, la location de bâtiments préfabriqués, d'entrepôts et d'espaces de stockage, ainsi que la location de magasins et de bureaux par des commerçants. La fréquentation est estimée à 2 000 clients par jour. Il approvisionne un marché de plus de 3 millions d'habitants. Depuis quelques années, Veletrznica Beograd est membre de l'Union mondiale des marchés de gros (WUWM), basée en France (Rungis), et qui plus de 200 membres du monde entier.

Politiques alimentaires et sanitaires

Actualités Filières

SERBIE – Carrefour s'apprête à entrer sur le marché serbe

– Executive Newsletter, 11/06/24

La branche grecque de Carrefour a signé des droits exclusifs pour représenter Carrefour sur le marché serbe, selon Retail Serbia. La société Retail & More A.E. prévoit d'introduire Carrefour non seulement en Serbie, mais aussi sur plusieurs autres marchés des Balkans. En collaboration avec des partenaires en Bulgarie, la société grecque a récemment ouvert les premiers supermarchés Carrefour en Bulgarie. Le nouveau plan prévoit l'ouverture de 70 nouveaux magasins en Grèce et en Bulgarie au cours de la période à venir. L'année dernière, Carrefour a repris tous les hypermarchés Cora en Roumanie et a annoncé de nouveaux investissements. Tous ces établissements ont été rebaptisés et opèrent désormais sous la bannière Carrefour.

ALBANIE – La filière châtaigne bénéficie du programme « Un pays, un produit »

Dans la région de Tropoja, au nord de l'Albanie, la filière châtaigne est désormais au centre du programme « Un pays, un produit prioritaire » (OCOP) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), financé par le gouvernement britannique en partenariat avec le ministère albanais de l'Agriculture et du Développement rural et le gouvernement. Il comprend un programme de lutte biologique ciblant le principal ravageur, la guêpe asiatique du châtaignier. Un laboratoire d'entomologie a été inauguré à Bajram Curri et des insectes y sont élevés pour être relâchés dans les châtaigneraies. L'agrotourisme dans le massif de la forêt des châtaigniers de Tropoja est également soutenu en améliorant la capacité d'entreposage frigorifique, installant deux parcelles de démonstration, Markaj et Lekbibaj, pour former aux meilleures pratiques en matière de sylviculture et de lutte contre les maladies parasitaires.

BOSNIE-HERZEGOVINE – 3 leaders du secteur agro

eKapiya, 13/05/2024

En termes de revenus totaux pour 2023, les trois plus grandes entreprises dans le secteur agroalimentaire sont respectivement Philip Morris BH avec un chiffre d'affaires de 577 MKM (environ 295 M€), Coca-Cola HBC avec 208 MKM (environ 106 M €), et le producteur avicole Akova Impex avec 199 MKM (environ 101 M€).

SERBIE – L'Etat doit investir dans l'élevage

FoNet 13/05/2024

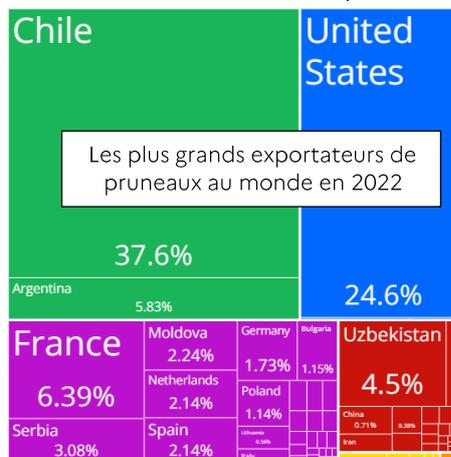
Le président de l'Association des éleveurs de bétail de Serbie centrale, Milija Palamarevic, a déclaré que l'Etat devait continuer à investir dans l'élevage pour enrayer la réduction des éleveurs. L'organisation souligne l'urgence d'intervenir et a cité l'exemple de la Croatie, qui a engagé 600 millions d'euros pour rétablir l'élevage de bovins laitiers d'ici 2030. Elle déplore des dépenses publiques gigantesques (650 millions d'euros pour la construction d'un stade national) pour le loisir et pas la sécurité alimentaire. En s'exprimant sur le nouveau ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Gestion de l'eau, Aleksandar Martinovic, à l'élection duquel certaines associations avaient de sérieuses objections, Palamarevic a estimé qu'il est « moins important de savoir qui est le ministre de l'Agriculture que comment il travaillera et quel est son impact sur le gouvernement ». Palamarevic a estimé que l'ancienne ministre Jelena Tanaskovic n'était pas non plus issue du domaine de l'agriculture, mais qu'elle avait « fait beaucoup de bons gestes importants pour l'élevage de bovins laitiers » et qu'elle avait laissé derrière elle « une situation stable dans la production, la transformation et la vente de lait ». Elle a, selon la filière « arrêté le lobby mafieux de l'import-export qui détruisait les producteurs de lait locaux avec d'énormes importations faisant baisser les prix, détruisant 70% de fermes locales ». Tanaskovic a été la première à trouver le courage de mettre en place des mesures. « Depuis près d'un an, la situation est stable sur le marché du lait, les prix d'achat ne varient pas, il n'y a pas de pénuries artificielles sur le marché, presque toutes les primes, incitations et subventions ont été payées, ce qui signifie que le

ministre, s'il est travailleur, responsable et courageux, peut établir l'ordre dans le domaine dont il a la charge » a déclaré Palamarevic.

SERBIE – Les pruneaux serbes très prisés

eKapiya, 13/05/2024

La Serbie, troisième producteur mondial de prunes après la Chine et la Roumanie, a vu une augmentation de la demande pour ses pruneaux (5^{ème} exportateur mondial) en raison de mauvaises récoltes au Chili et aux États-Unis ces dernières années. Les pruneaux serbes atteignent le prix record d'environ 3 euros par kilogramme, ce qui pourrait permettre de battre le record d'exportation établi il y a une dizaine d'années. En Serbie, les prunes sont cultivées sur environ 72 000 hectares, avec une production annuelle moyenne d'environ 500 000 tonnes. C'est dans les districts de Macva, Kolubara et Sumadija que la production est la plus élevée. Ces dernières années, une moyenne de 24 000 tonnes (13 MEUR) de prunes ont été exportée par an vers la Russie, l'Autriche, l'Allemagne et la Croatie, et environ 5 500 tonnes de pruneaux vers les Pays-Bas, la France, la Croatie, la Turquie et la Russie, pour une valeur d'environ 20MEUR.



SERBIE – La betterave sucrière apporte les profits les plus élevés aux agriculteurs

Executive Newsletter, 11/06/2024

L'entreprise Sunoko, membre du groupe MK, a l'occasion de son « field day » sur la betterave sucrière à Vrbas, Kovacica et Ljukovo près d'Indjija, par l'intermédiaire de son directeur Slobodan Kosutic, a mis en avant la bonne rémunération de cette production pour les agriculteurs en contrat avec la sucrerie. Par ailleurs, les avantages que donnent la sucrerie sont attractifs pour les agriculteurs : préfinancement des intrants, prêts de trésorerie, etc. La production de betterave sucrière est en hausse d'environ 14 % en 2024. Selon Sunoko, la Serbie dispose d'un potentiel important dans la production de sucre, et dans l'export vers les pays européens. 48 000 hectares ont été semés en 2024 en Serbie courant mars. Malgré des conditions climatiques variables, notamment une sécheresse en fin de semis, des vagues de froid tardives et des vents fréquents et forts, les cultures sont en bon état et devraient donner de bons rendements.

SERBIE – RWA investit dans les semences en Voïvodine

Ekapija - 07/06/2024

Raiffeisen Ware Austria (RWA), l'une des plus anciennes coopératives autrichiennes, opérant en Serbie sous le nom de RWA Srbija, a ouvert un complexe de traitement des semences à Rumenka, près de Novi Sad. L'investissement, de plus de 6 millions d'euros pour la première

tranche, sera finalisé en 2026 selon le directeur Dusan Mezulic : « Le centre de traitement comprend 16 cellules de silos d'une capacité d'environ 6 300 tonnes et une installation de stockage au sol pour recevoir environ 6 000 tonnes de matières premières ». A terme, ce sera l'un des centres logistiques les plus modernes d'Europe. L'offre portera sur les semences certifiées principalement de blé, d'orge et de soja.

BOSNIE HERZEGOVINE – La filière vitivinicole et son nouveau cadre juridique

CAA - 15/06/2024

Selon les dernières études régionales du SWG, la Bosnie-Herzégovine compte 73 caves vinicoles, ce qui la place en 4^{ème} position dans la région derrière la Serbie (445), le Monténégro (88), la Macédoine du Nord (77) et l'Albanie (75), et 4580 ha de vignobles de cuve, derrière la Macédoine du Nord (28200 ha), la Serbie (19840 ha) et l'Albanie (12000ha). La vitiviculture représente une faible part de la valeur ajoutée agricole, de l'ordre de 5%. Le vignoble est maintenant stabilisé après plusieurs années de plantation. Moins d'une centaine d'hectares sont plantés chaque année, principalement en Zilavka et Vranac, en Herzégovine, et plutôt des cépages internationaux en blanc en Bosnie. La demande des consommateurs est 3 fois plus importante en blanc qu'en rouge (Blatina). Le prix du raisin de cuve est autour de 1,3 EUR/kg pour le Zilavka, 0,87 EUR/kg pour les variétés rouges

La macédoine du nord est le poids lourd dans la région avec près de 250 000 tonnes de raisins et 80 millions litres, contre 40 000 tonnes et 18 millions litres en Bosnie-Herzégovine en moyenne (dont les 2/3 pour l'autoconsommation). Ce qui génère du commerce de raisins peu chers et de piètre qualité dans la région, qui nuit à la qualité et à la traçabilité des vins bosniens, selon la filière.

La Chambre de commerce extérieur de Bosnie-Herzégovine, au sein de laquelle opère un comité des producteurs et exportateurs de vin de Bosnie-Herzégovine, présidé par Radovan Vukoje, a été très active dans l'adoption de la loi sur l'organisation du marché du vin en septembre 2023 par l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, portée par le ministère du Commerce extérieur et des Relations économiques. Un projet de modernisation en discussion depuis plus de 10 ans, qui remplace 4 lois qui encadraient jusqu'alors le secteur.

La loi sur l'organisation du marché du vin en Bosnie-Herzégovine établit les principes de l'organisation du marché du vin, de la production de raisins et de sa transformation, les appellations d'origine, les indications géographiques et les mentions traditionnelles dans le secteur vitivinicole; l'étiquetage, la présentation et la publicité des produits du secteur vitivinicole; la mise sur le marché des produits du secteur vitivinicole; la supervision et le contrôle des potentiels de production et du marché des produits du secteur vitivinicole, ainsi que les dispositions pertinentes pour le marché sur les vins biologiques, les produits vinicoles aromatisés, etc. Elle est compatible avec l'organisation commune de marche de l'Union européenne dans ce secteur, mais nécessite pour être totalement aligné la finalisation de 8 décrets sur lesquels un

groupe de travail est toujours à l'œuvre. L'objectif pour la finalisation de ce droit dérivé est novembre 2024.

Dans les différents domaines rencontrés, le principal défi est le prix des intrants (+25% pour les fongicides) et la compétitivité au regard des faibles soutiens publics, l'accès à la main d'œuvre et la pression parasitaire (mildiou, oïdium). Certains font déjà venir de la main d'œuvre philippine et turque. Les plants utilisés sont locaux, de pépinières serbes ou italiennes. Ils disposent de technologies de tous les grands pays fournisseurs: Croatie, Slovaquie, Italie, France (tonnellerie, cuverie, ensemencement). Les grands domaines se rendent chaque année aux salons Prowein en Allemagne et WineParis, avec le sentiment que le premier est en perte de vitesse par rapport au second.

Vukoje avec 180.000 bouteilles par an et 30ha se positionne sur le segment premium, et exporte 40% de sa production sur 3 continents. Le domaine du monastère de Tvrđos produit 250.000 bouteilles sur 120ha (60ha en Vranac, 30 ha en žilavka et 30ha en Cabernet). Hercegovina vino (cave Citluk) exploite 400ha et dispose de 2 caves et produit 1 million de bouteilles. Sa capacité de transformation est bien supérieure.

L'accord de stabilisation et d'association signé en 2008 avec l'UE prévoit un protocole sur le vin avec un contingent à l'exportation annuel vers l'UE de 40 600 hl en exonération totale de droit, qui est sous-utilisé aujourd'hui, et un contingent à l'exportation vers la BiH de 19 530 hl libre de droit. Les exportations bosniennes de vin représentent près de 4 millions EUR en 2022, les marchés en croissance sont la Croatie, les Etats-Unis et l'Allemagne.

En matière d'aide au développement, l'USAID et le PNUD ont financé le développement de l'oenotourisme avec une route des vins (Herzegovina Wine Route | The Hidden Side of the Mediterranean (hwr.ba)). La filière déplore l'absence de fond IPARD en BH mais l'UE est présente avec le projet EU4agri, la GIZ intervient dans le secteur avec des aides à l'investissement et au développement (SEDRA II).

Agenda : visites, conférences, séminaires, salons

SERBIE – Foire agricole de Novi Sad – présence française sur le pavillon UE

CAA – 21/05/24

Le salon agricole de Novi Sad est le salon majeur du secteur dans toute la région. La fréquentation était en hausse en 2024 avec plus de 130.000 visiteurs. La délégation de l'UE à Belgrade avait proposé aux Etats membres de s'associer à elle pour être invité d'honneur de la 91ème édition du salon international de l'agriculture de Novi Sad du 18 au 23 mai 2024. Les Etats membres volontaires



pouvaient bénéficier d'un petit stand sur le pavillon de 200m2 qu'avait monté l'UE, et bénéficier des infrastructures: un espace cuisine et un espace conférence. Pour la France, le CAA a assuré une présence pendant les 6 jours du salon, et organisé en particulier 2 événements le mardi 21 mai: une séance de masterclass de cuisine et une conférence sur les semences végétales. L'ambassadeur de France en Serbie, M. Pierre Cochard, aux côtés des chefs Zoran et Dragana de la résidence de France, a présenté la préparation d'un menu complet à la française et de faire déguster à une centaine de personnes. Sur l'espace de conférence du pavillon UE, plusieurs entreprises française présentes en Serbie dans le secteur des semences végétales (AXEREAL, LIDEA, LIMAGRAIN) et des représentants de l'interprofession française des semences et plants (SEMAE et FNPSMS) qui avaient fait le déplacement depuis la France, ont pu échanger avec l'autorité phytosanitaire serbe et l'association des semences de Serbie (SAS), sur les enjeux de la filière dans le contexte de la reprise de l'acquis communautaire par la Serbie. Le Dr Svetlana Balešević Tubić, secrétaire Générale de SAS a modéré les échanges après des propos introductif de SE M. Pierre COCHARD. L'autorité phytosanitaire était représentée par M. Vlade ĐOKOVIĆ.

SERBIE – Visite de la SEMAE et FNPSMS

CAA – 21/05/24

Une délégation constituée de Christophe Lancelot de la SEMAE, Pierre Guillaumin et Martin Gomez de la FNPSMS s'est rendu en Serbie à l'invitation de l'ambassade. Un programme de rencontres a été organisé par le CAA :

- Entretien avec le Dr. Goran Bekavac, Genetics and Plant Breeding Adviser à l'Institute of field and vegetable crops (NS Seme), entité publique comprenant une division recherche et une division commerciale. L'institut est reconnu en Serbie pour le développement et la vente de variétés de maïs et de tournesol mais propose également des semences de soja, fourragères ou encore de colza.
- Participation à la Table ronde "How can certified seed meet current agronomic challenges in Serbia? The experience of France"
- Réunion avec la Seed Association of Serbia et plusieurs de ses membres (Axereal, Limagrain, Corteva)
- Réunion avec les autorités phytosanitaires serbes au ministère de l'Agriculture : M. Nebojsa MILOSAVLJEVIĆ, directeur de la Direction de la protection des plantes, M. Vlade ĐOKOVIĆ, chef du Groupe pour la certification des semences et du matériel de plantation, Mme Milanka DAVIDOVIC, coopération internationale et intégrations européennes.

Ces rencontres ont permis d'identifier plusieurs difficultés et pistes de coopération :

- besoin d'une meilleure organisation pour répondre aux besoins de la filière. Les procédures prennent du temps et il y a un manque de ressources humaines, de moyens matériels. Le Ministère a besoin d'un appui pour mener ses activités de certification. Besoin d'une autorité unique/autonome qui organise la certification, en rationalisant le rôle des différents opérateurs (service de vulgarisation, administration centrale, profession). La Seed

Association of Serbia pourrait apporter cet appui, en réalisant certaines tâches, si elle renforçait elle-même ses capacités.

- problèmes de réciprocité : pas de reconnaissance des catalogues européens, procédure d'enregistrement au catalogue serbe obligatoire sur deux ans ;

L'étape suivante pourrait être un partenariat entre les autorités phytosanitaires serbes et françaises.

Un appui au niveau régional aurait également toute sa pertinence en épaulant les autorités phytosanitaires des membres du SWG-RDD (Regional Rural Development Standing Working Group in South East Europe) qui regroupe les Ministères de l'agriculture des pays du Sud-Est de l'Europe (Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Kosovo, Macédoine du Nord, Albanie, Moldavie) et qui prévoit dans son plan d'action (agenda vert pour les Balkans occidentaux) un groupe de travail sur les sujets phytosanitaires.

BOSNIE HERZEGOVINE – Forum des politiques agricoles SWG

CAA – 21/05/24

Le CAA a représenté le MASA au 24eme Forum des politiques agricoles d'Europe du Sud-Est qui a rassemblé plus de 130 décideurs politiques, chercheurs, universitaires, représentants de la société civile, du secteur privé de 17 pays d'Europe à Jahorina, en Bosnie-Herzégovine, les 5 et 6 juin 2024.

Le secrétaire général, Boban Ilic, du SWG (Groupe de travail permanent pour le développement rural régional en Europe du Sud-Est et le vice-ministre du commerce extérieur et du développement économique de Bosnie-Herzégovine, Slobodan Cvijanovic (compétent pour les sujets agricoles) co-présidaient le forum. Le gouvernement allemand (ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture - BMEL, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement - BMZ et Agence allemande pour la coopération internationale - GIZ), et pour la première fois, le gouvernement italien (ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale) étaient présents à la tribune en tant que principal financeur de l'évènement. La Commission européenne (DG Agriculture et développement rural) et le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) de Bari apparaissaient également comme des partenaires.

L'agenda était partagé entre des présentations ([24th Agricultural Policy Forum organized in Jahorina, Republic of Srpska, B&H | SWG RRD \(seerural.org\)](#)) des différentes évolutions du contexte balkanique et européen pour les entrepreneurs des 7 pays membres (Pacte vert, politique agricole commune (PAC), Stratégie farm to fork, fonds IPARD, Processus de Berlin) et de restitutions d'études réalisées dans le cadre du SWG de l'impact dans les pays d'Europe du Sud-Est du changement climatique dans les Balkans, du défi du renouvellement des générations, de l'impact des politiques publiques, de la dégradation des sols, de la stagnation de l'agriculture biologique, et des travaux dans 3 groupes de travail thématique : le rôle du sol et de l'eau dans l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et les services ruraux, l'adaptation de la gestion des cultures et de l'élevage au changement climatique, les

politiques de développement, de recherche et d'innovation dans le secteur agricole. Les conclusions des groupes ont conduit à rédiger l'agenda de Jahorina.

La représentante du BMEL allemand a rappelé que le sommet du processus de Berlin se tiendrait à Berlin en octobre 2024 pour célébrer les 10 ans du processus. La dimension agricole et alimentaire est depuis l'année dernière un objectif clair de coopération et SWG a la charge la charge de sa mise en œuvre. Elle propose donc que l'agenda de Jahorina soutienne le principe d'une déclaration commune, à finaliser d'ici fin juin, et que les ministres de l'agriculture pourraient endosser à la ministérielle de septembre, qui sera proposée aux chefs d'Etat.

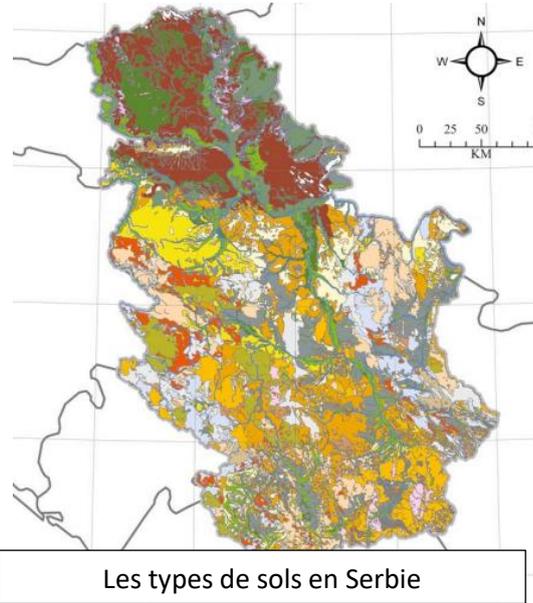
Les différentes études sur l'impact du changement climatique mettent en évidence la grande sensibilité de la zone et du grand nombre de petites exploitations agricoles très vulnérables en raison des facteurs socio-économiques, démographiques et politiques, qui limitent leur capacité d'adaptation. Le manque de diversification et d'options de gestion des risques les exposent particulièrement.

Les recommandations du monde académique sont de mener en urgence des programmes de renforcement des capacités pour les agriculteurs, les décideurs politiques, les services de vulgarisation, de créer une plateforme numérique pour l'échange de connaissances et soutenir la diffusion de solutions innovantes et de bonnes pratiques dans toute la région, d'encourager les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé, les institutions de recherche et les organisations de la société civile, de mettre en œuvre des projets de recherche appliquée pour tester et démontrer les pratiques et technologies d'adaptation, et renforcer les capacités de recherche en créant un "centre régional d'innovation pour l'agriculture et le changement climatique" afin de stimuler la recherche actuellement insuffisante dans ce domaine.

SERBIE – Conférence sur l'importance des sols sains pour assurer la disponibilité alimentaire

GreenNews, 14/06/2024

La FAO et l'Agence serbe pour la protection de l'environnement ont organisé une conférence sur la qualité des sols. La directrice de l'Institut pour les sols, Mira Milinkovic, confirme l'augmentation des valeurs de substances dangereuses dans certaines zones de Voïvodine (plaine pannonienne) où une augmentation de la teneur en nickel et en chrome a été observée. Elle a également déclaré qu'il y avait une certaine augmentation des valeurs dans la région de Bajina Basta. Le débat a porté sur l'impact de ces métaux lourds dans la chaîne alimentaire et dans quelle mesure ils sont assimilables. La FAO dispose d'experts sur le terrain et a établi plus que 100 champs d'expérimentation pour présenter les bonnes pratiques agricoles et travailler directement avec les agriculteurs. L'UE a adopté une stratégie pour la protection des sols à l'horizon 2030 et la Serbie doit harmoniser sa législation avec les objectifs et la vision de cette stratégie. *Ndlr : une étude du PNUD en 2022 ([Soil degradation and climate change in Serbia web.pdf \(undp.org\)](#)) avait mis en évidence les principaux risques de dégradations des sols en lien avec le changement climatique.*



Legend	
	River network
	Arenosol and Regosol on sand
	Chernosem
	Dystric cambisol
	Eutric cambisol
	Fluvisol
	Luvisol and soils in the process of leaching
	Humofluvisol
	Kalkometanosol, Regosol, Lithosol on limestone
	Colluvial soil
	Ranker, Regosol, Lithosol on andesite, dacite, tuff
	Ranker, Regosol, Lithosol on granite, granodiorite, quartzite
	Ranker, Regosol, Lithosol on sandstones, fluch and cherts
	Ranker, Regosol, Lithosol on serpentine and basic rocks
	Ranker, Regosol, Lithosol on schist and gneiss
	Solonchak and Solonetz

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service Economique Régional de Belgrade à l'adresse : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez, Mila Djurovic

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail